

Menaces contre la laïcité

Les moins visibles ne sont pas les moins dangereuses

Pierre Frackowiak

Les discours officiels de la tribune de Latran à la chaire de Vézelay, les lois et décrets orientés, les choix budgétaires partisans, les manœuvres des lobbies religieux sont des dangers visibles, relativement faciles à décrypter en exploitant quelques ouvrages limpides comme ceux d'Eddy Khaldi. Les grands moyens d'information ne permettent malheureusement pas une diffusion suffisante des démonstrations qu'ils contiennent, mais, au moins, pour qui veut s'en donner la peine, il est possible d'accéder à la vérité sur la situation de l'école, des valeurs en général et de la laïcité en particulier. Il est possible dans le même temps d'avoir une réflexion approfondie sur l'avenir de la société.

Il est toutefois des domaines de l'action et de la pensée où les dangers sont moins évidents soit parce qu'ils sont maintenus habilement dans l'obscurité, soit parce que le pouvoir réussit à obtenir des consensus en jouant de la nostalgie et de la démagogie, voire des trahisons conscientes ou non, des compromissions, qui brouillent encore davantage le regard et les possibilités de compréhension des problèmes.

La laïcité permet et exige à la fois l'apprentissage des valeurs, du savoir vivre ensemble, du savoir apprendre et comprendre, de la capacité à exercer des responsabilités individuelles et collectives dans la vie personnelle, sociale, professionnelle. Elle ne se décrète pas, elle ne s'installe pas par miracle ou par immersion dans des modèles, elle n'est pas dans l'ordre des choses. Elle ne peut être que le résultat d'une action complexe, organisée, lisible qui porte un nom : l'éducation. Et tout ce qui s'oppose à l'éducation qui n'est ni dressage, ni formatage, ni conditionnement, ni dévalorisation des personnes, tout ce qui s'oppose à une vision optimiste de la place de l'homme dans la société du futur, met en péril la laïcité.

Depuis un certain nombre d'années, mais plus brutalement depuis 2007, les obstacles se multiplient et se rigidifient, laissant même craindre de possibles irréversibilités. Les lois et décrets sont réversibles. Les restrictions budgétaires sont rattrapables. Les grands discours officiels sont effaçables. Mais ce qui touche aux programmes, à leur cohérence avec les finalités et les valeurs, aux pratiques pédagogiques, nécessite une prise de conscience, une mobilisation des citoyens, un projet éducatif ouvert et moderne avec une réforme complète des programmes, une remise en place de la pédagogie aujourd'hui totalement déniée.

Il est toujours étonnant de constater que ces questions, vitales, n'intéressent guère les décideurs.

Cela tient à plusieurs facteurs assez peu traités dans la littérature consacrée à l'éducation : l'histoire personnelle des décideurs, le poids de la nostalgie dans l'opinion publique – ce facteur agissant fortement sur le précédent pour des raisons évidentes liées à l'électoratisme –, la sociologie du corps enseignant.

La classe politique, toutes tendances confondues, est massivement conservatrice en matière d'éducation. Il faut reconnaître qu'il est toujours difficile d'admettre que ce qui a « marché » hier ou avant-hier pour soi ne réussisse pas aujourd'hui et demain pour d'autres. Il n'y a donc pas de remise en cause des contenus et des pratiques, mais une tendance forte à la culpabilisation de ceux qui échouent ou sont en difficulté. Ils répètent à l'envie qu'ils doivent tout à l'école, telle qu'elle était au temps de leur enfance. L'échec ne peut donc être imputable qu'à la paresse, au manque d'attention, aux devoirs non faits et aux leçons non apprises, ce qui conduit souvent au procès des parents qui ne feraient pas leur travail. Le manque de bases est souvent évoqué avec un procès injuste à l'école primaire. Quand l'on croit avoir fait l'inventaire des causes possibles, on se résigne à admettre qu'il s'agit d'un problème d'intelligence et que l'on n'y peut rien. On ajoute facilement que la réduction des effectifs et des moyens pour lesquels la gauche est traditionnellement plus généreuse, est un facteur d'échec déterminant, refusant ainsi un argument de bon sens qui admet qu'à moins de financements énormes, la réduction des effectifs par classe de une, deux ou trois unités, voire même cinq, n'est pas de nature à résoudre les problèmes, surtout si ces réductions éventuelles n'imposent pas de changement fondamental des pratiques. Ainsi, on occulte le qualitatif en privilégiant exclusivement le quantitatif. Alors, soit on propose des mesures homéopathiques, des changements aux marges, des corrections, des dépoussiérages sans remettre en cause le fond puisque c'est ce fond qui leur a réussi, soit on se range aux rangs des pires conservateurs accrochés aux sacro saintes disciplines et aux pratiques qui auraient fait leur preuves au temps de l'élitisme républicain florissant. Les prises de positions, sur les programmes, sur les bases, sur les pratiques, sur le b-a ba, sont donc très voisines, d'un endroit de l'échiquier politique à l'autre. Des hommes politiques de gauche adoptent ainsi des positions identiques à celles du Front National, sans état d'âme, et soutiennent les déclarations tonitruantes de certains pourfendeurs de l'école considérée comme une fabrique de crétins. On n'hésite pas à se plaindre de la perte des valeurs, à prôner le retour à des leçons de morale, la création de cours de citoyenneté, mais on ne s'attaque pas aux programmes, à l'absence de prise en compte des finalités et des valeurs, au vide entretenu entre programmes et finalités. On crie à la défense de la laïcité sans s'intéresser aux conditions de son émergence et de sa mise en pratique. Des mots, toujours des mots. La laïcité n'a pas de sens si on la détache des comportements humains, de

leur réalité observable et de leur évolution possible. Si l'on se contente de dire « laïcité, laïcité ! » en sautant comme un cabri pour reprendre une expression célèbre à propos de l'Europe, on pourra toujours changer les lois et les discours, la laïcité ne sera pas pour autant devenue une valeur vivante, comprise et pratiquée par tous, fondement de la société du futur.

La force de la nostalgie chez les décideurs et dans l'opinion publique en général est un obstacle considérable à la pratique de la laïcité. Pétris de l'idée que la transmission des valeurs se fait naturellement, par la transmission spontanée, par l'influence des hussards noirs de la République, par l'action des Ecoles Normales, on n'a pas pris la mesure des évolutions de la société et des mentalités. La transmission spontanée n'existe plus, si elle a jamais existé, le modèle des anciens enseignants n'existe plus, le poids des programmes disciplinaires s'étant fortement accru avec la pression exercée sur le système éducatif pour la réussite aux examens oubliant la réussite dans la vie, la formation des enseignants a fait totalement l'impasse sur l'histoire de l'école et sur la question des valeurs. Le lien entre l'opinion publique et les postures des décideurs est évident. L'électoratisme et le courttermisme s'imposent gommant toute possibilité d'action en matière éducative. Sans le dire, l'enseignement a pris le pas sur l'éducation et l'opinion est complètement orientée par l'idéologie du retour au passé, par un prétendu âge d'or qui n'a jamais existé. Même les citoyens qui ont été victimes du système revendiquent le retour, quand ils croient que les choses ont changé, ou le maintien des pratiques qui avaient fait leur malheur. Ils pensent ou ils espèrent que ce qui a échoué pour eux pourrait réussir à leurs enfants comme cela a réussi pour les décideurs. Opinion publique et décideurs sont donc en accord pour empêcher une transformation fondamentale du système qui remettrait ou mettrait les valeurs et les finalités en tête des priorités pour l'éducation du futur.

Un autre facteur, l'évolution de la sociologie du corps enseignant, a un impact certain sur la construction de la valeur laïcité. Un peu comme les décideurs qui ne parviennent pas à se libérer du passé pour concevoir un avenir qui ne soit pas qu'une adaptation du passé, les enseignants font partie de ceux qui ont réussi. Même quand ils ont choisi leur métier par défaut, leur représentation du métier est complètement conditionnée par leur propre parcours scolaire qui est leur seule référence et par les pratiques pédagogiques qu'ils ont subies. Quand elle existait, leur formation elle-même tendait à renforcer ce conditionnement, puisque les formateurs utilisaient les mêmes techniques dont l'apprentissage des valeurs était absent. L'évolution de la sociologie du corps enseignant a renforcé le phénomène. Le temps des instituteurs massivement issus des milieux populaires est terminé depuis longtemps et l'élévation du niveau universitaire exigé, qui ne saurait être condamné en soi, du bac à la mastérisation, a achevé le processus de rupture de la proximité du milieu d'origine des enseignants et du milieu d'origine de leurs élèves. Pour eux désormais, les valeurs sont transmises par le milieu familial et la mission de l'école est exclusivement de transmettre des connaissances factuelles disciplinaires sans lien avec les finalités et les valeurs. A la fois, convaincus de l'efficacité des pratiques qu'ils ont subies et qu'ils reproduisent, et du fait que la construction des valeurs et de la laïcité en action ne relève pas de leurs missions et compétences, ils ont abandonné en toute bonne foi ce champ dont ils reconnaissent pourtant l'importance. Quand, de plus, ils ne mesurent pas toujours l'impact de leurs attitudes sur les comportements des élèves, le rapport maître élève comme le rapport maître/parents d'ailleurs étant toujours conçu plus ou moins consciemment

comme un rapport de domination, ils ne contribuent pas beaucoup à l'apprentissage du vivre ensemble. Ne pas dire bonjour, ne pas s'excuser quand on coupe la parole à un élève, ne pas s'excuser quand on est en retard alors que l'élève en retard est puni, ne pas expliquer le retard dans la restitution de devoirs alors que l'élève qui rend un devoir en retard est sanctionné, exprimer des jugements de valeurs très négatifs, des condamnations ou exercer des humiliations tout en refusant les critiques ou les demandes de justification sont des attitudes qui détruisent les effets de modèles possibles, exacerbent les sentiments d'injustice et les tendances à la violence et s'opposent à la construction du respect de l'autre.

Ces facteurs conjugués permettent à un pouvoir ultra libéral autoritaire de faire passer des décisions et des mesures dont on ne peut plus vraiment évaluer la nocivité dans le domaine de la laïcité.

Le cas de ce que j'ai appelé les « nouveaux vieux programmes » de 2008, comme le développement de l'évaluationnisme négative liée au pilotage par les résultats, sont des obstacles à la laïcité que les décideurs, l'opinion publique et les enseignants eux-mêmes ne sont pas en situation de considérer. Ces programmes qui constituent une régression énorme par rapport à ceux de 2002 et à ceux qui les ont précédés depuis les années 1970, sont si proches de ceux qui ont permis la réussite des décideurs et des enseignants, qu'ils paraissent « normaux », dans l'ordre des choses, justifiés. Les nouveaux enseignants s'étonnent même que l'on puisse s'y opposer. Partis et syndicats ont même fini par les admettre à la grande joie du ministère. Tous les arguments des pédagogues ont été oubliés ou méprisés. Que ces programmes privilégient la mécanique au détriment de l'intelligence, qu'ils contribuent à accroître l'échec scolaire et les inégalités tout en se glorifiant du retour aux bases, aux prérequis, aux progressions du simple au complexe, qu'ils sont des instruments d'assujettissement et pas d'émancipation, qu'ils n'ont pas de sens pour les élèves... tout cela ne mobilise pas les citoyens. On porte des banderoles contre les fermetures de postes, pas pour les programmes. Pourtant les dangers qu'ils peuvent contenir sont considérables au regard de ma laïcité, des valeurs et de l'avenir de la société.

Comment peut-on se prétendre défenseur de la laïcité si l'on néglige la question des contenus ?

La frénésie évaluatrice, elle aussi, produit de la résignation, de la démobilité, Elle assassine des intelligences en faisant croire qu'elle permet de remédier aux carences, aux manques. Hormis les critiques techniques ou opportunistes, elle laisse indifférent les décideurs. Ils sont prêts à s'insurger déclarant que cela n'a aucun rapport avec la laïcité. Et pourtant...

Quel sens peut avoir la laïcité si une partie des citoyens ne voit pas l'intérêt de participer à la vie sociale, n'a pas la possibilité et les moyens de critiquer, de s'exprimer, de revendiquer, de proposer, de rencontrer l'autre et de le respecter ? Quel sens et quel intérêt pour des hommes et des femmes résignés qui délèguent aux élus et aux experts, qui n'ont pas les moyens d'un dialogue construit et argumenté, pour qui la colère et la révolte sont les seuls moyens de se faire entendre ? Quel sens pour des hommes et des femmes qui n'ont pas les outils nécessaires pour assumer leurs parcelles de responsabilité dans leur vie personnelle, sociale, professionnelle ? Le recours

à l'abstention, la tentation du populisme, le repli sur soi sont alors malheureusement naturels.

On peut toujours multiplier les déclarations, les analyses et les promesses. Si la laïcité apparaît comme un concept abstrait, détaché de la réalité des comportements quotidiens dans la vie personnelle et sociale, elle est condamnée non seulement par ceux qui la détruisent avec leurs discours et leurs lois, mais par ceux-là mêmes qui prétendent la défendre et la promouvoir mais qui oublient le passage à l'action et les conditions qui pourraient le favoriser. Parmi ces conditions, il en est une qui est fondamentale : l'éducation, en sachant qu'elle ne peut être forte et émancipatrice que si l'on reconnaît la place essentielle de la pédagogie.

Ce texte a été publié dans la revue Prochoix n° 55, novembre 2011 dans le dossier « requiem pour l'école » avec des communications d'Eddy Khaldi, André Henri, Claude Lelièvre, Jean-Louis Auduc, Guy Le Néouannic. <http://www.prochoix.org>